



Assemblée générale

Distr. générale
4 février 2011
Français
Original : anglais

Soixante-cinquième session
Point 135 de l'ordre du jour
Corps commun d'inspection

Rapport du Corps commun d'inspection pour 2010

Note du Secrétaire général

1. La présente note a été établie en application du paragraphe 12 de la résolution 64/262 de l'Assemblée générale, dans laquelle celle-ci a prié le Secrétaire général, agissant en sa qualité de Président du Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination, de veiller à ce que cette résolution soit mise en œuvre sans délai, « notamment en ce qui concerne l'appui que les secrétariats des organisations participantes sont censés apporter au Corps commun dans l'établissement de ses rapports, notes et lettres confidentielles, ainsi que l'examen des recommandations qu'il aura formulées et la suite qu'il conviendra de leur donner à la lumière des résolutions pertinentes de l'Assemblée générale, et de lui présenter tous les ans un rapport sur les résultats obtenus ».

2. Conformément au Statut du Corps commun d'inspection, et en sa qualité de Président du Conseil des chefs de secrétariat pour la coordination, le Secrétaire général apporte un appui fonctionnel au Corps commun pendant l'établissement de ses rapports et après leur présentation. Conformément au mandat du Corps commun, le secrétariat du Conseil des chefs de secrétariat fait distribuer aux organismes des Nations Unies tous les rapports qui intéressent l'ensemble du système et rassemble les observations reçues. Ce faisant, il a pour pratique de prier les organismes de répondre dans les délais prévus, de sorte que les rapports puissent être élaborés en temps voulu.

3. En 2010, le secrétariat du Conseil des chefs de secrétariat a rédigé des observations pour sept rapports du Corps commun d'inspection, dont certains ont été établis dans le cadre du programme de travail de l'année précédente. Dans chacun de ces cas, le secrétariat du Conseil des chefs de secrétariat a prié les organisations d'envoyer leurs observations sur la version finale de ces rapports, notamment sur la méthode utilisée et la teneur des recommandations. Ces observations, qui sont publiées en tant que documents des Nations Unies, sous couvert d'une note du Secrétaire général, reflètent le consensus général auquel sont parvenues les organisations, même si chacune d'entre elles peut choisir d'examiner certaines recommandations dans le cadre de ses organes directeurs.



4. Outre qu'il distribue les rapports du Corps commun d'inspection qui intéressent l'ensemble du système et formule des observations sur ceux-ci, le secrétariat du Conseil des chefs de secrétariat continue de collaborer étroitement avec le Corps commun à l'établissement du programme de travail annuel. Suivant une pratique devenue courante, à la fin de 2010, le secrétariat du Conseil des chefs de secrétariat a aidé le Corps commun à classer par ordre de priorité et à choisir les thèmes intéressant les organisations des Nations Unies pour le programme de travail du Corps commun pour 2011 et apporté un appui fonctionnel concernant certaines propositions précises.

5. De plus, le secrétariat du Conseil des chefs de secrétariat se concerte en permanence avec le Corps commun d'inspection en vue d'harmoniser le processus d'établissement des rapports de celui-ci et de définir des méthodes propres à améliorer leur qualité. Cette collaboration renforcée a, notamment, abouti au rapport du Corps commun sur l'état de préparation des organismes des Nations Unies en vue de l'application des normes comptables internationales pour le secteur public (IPSAS) (JIU/REP/2010/6), qui a été établi en étroite coordination et concertation avec le Réseau Finances et budget du Comité de haut niveau sur la gestion. Cet exemple illustre la participation régulière des réseaux du Comité de haut niveau sur la gestion du Conseil des chefs de secrétariat à l'établissement des rapports du Corps commun.

6. En outre, en 2010, le secrétariat du Conseil des chefs de secrétariat a participé à la première réunion des coordonnateurs, organisée par le Corps commun d'inspection en septembre 2010. Cette manifestation a non seulement été l'occasion pour le Corps commun d'inspection d'établir des relations avec les parties prenantes mais aussi de partager les mécanismes d'établissement de rapports et d'encourager les organisations participantes à répondre aux demandes d'observations.

7. S'agissant de l'examen par les organisations des recommandations formulées par le Corps commun d'inspection et des décisions qui ont été prises à la lumière des résolutions pertinentes de l'Assemblée générale, la section E du chapitre I du rapport annuel du Corps commun d'inspection pour 2010 (A/65/34) contient des renseignements détaillés sur les mesures adoptées par les organisations membres du Conseil des chefs de secrétariat en vue de donner suite aux recommandations du Corps commun.

8. Le Secrétaire général continuera de s'attacher à nouer des liens de travail plus étroits avec le Corps commun d'inspection et d'encourager tous les organismes à répondre dans les délais et dans un esprit de coopération aux demandes faites par cette instance.